



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury
BP 60723
41000 Blois

Blois, le 26/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAXAM France

Forêt d'Autun
79390 Thénezay

Références : VAT20250211 et 2025 / 390
Code AIOT : 0010005409

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement MAXAM France implanté La Bouchardière RD146 41300 La Ferté-Imbault. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAXAM France
- La Bouchardière RD146 41300 La Ferté-Imbault
- Code AIOT : 0010005409
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement MAXAM FRANCE de La Ferté-Imbault est spécialisé dans le stockage de produits explosifs civils pour les mines et carrières et le BTP.

Les activités de l'établissement MAXAM sur la commune de La Ferté-Imbault sont réglementées par les prescriptions des actes administratifs suivants :

- l'arrêté préfectoral du 1er août 2001 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage et de fabrication d'explosifs ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er août 2001 instituant des servitudes d'utilité publique ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2003 actant le transfert du siège social ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2008 prescrivant des mesures de réduction des risques ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juillet 2012 imposant des prescriptions complémentaires ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2019 portant prescriptions relatives aux modifications des conditions d'exploitation des installations ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2023 prescrivant des mesures complémentaires (ressources en eau d'incendie et confinement des eaux d'extinction) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 mars 2024 portant modification des conditions d'exploitation.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des seuils pour la rubrique 4220-1.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Sûreté des installations : clôture, surveillance, gardiennage	Arrêté Préfectoral du 01/08/2001, article 3.5.7.1 et 3.5.7.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
5	Entretien des merlons et vérification de leur hauteur	AP Complémentaire du 27/09/2019, article 4	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Réexamen de l'étude des dangers	Code de l'environnement du 17/05/2024, article R515-98-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Entretien de la végétation / débroussaillage autour des clôtures	Arrêté Préfectoral du 01/08/2001, article 3.5.7.1	/	Sans objet
4	Entretien de la végétation / débroussaillage autour des dépôts	AP Complémentaire du 27/09/2019, article 4	/	Sans objet
6	Réserves d'eau pour la lutte contre un incendie (vérification périodique)	AP Complémentaire du 07/03/2023, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sûreté des installations : clôture, surveillance, gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2001, article 3.5.7.1 et 3.5.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sûreté des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025
Prescription contrôlée : <u>Article 3.5.7.1 : Clôture</u> L'ensemble du site est ceinturé par un mur d'enceinte de 3 mètres de hauteur et des barbelés. [...] En dehors des périodes d'activité, l'ensemble des locaux est efficacement protégé contre les

intrusions (locaux fermés à clef et liaison avec le système de détection d'intrusion). [...]

Article 3.5.7.2 : Gardiennage

La surveillance des accès du site est assurée en permanence par le personnel d'encadrement pendant les heures de travail.

En dehors des heures de travail, une télésurveillance permanente sera assurée conformément aux dispositions de la circulaire du 20 mai 1988 modifiée le 28 décembre 1989.

Le personnel de gardiennage doit pouvoir, à tout moment, garantir l'accueil et le guidage des secours. Il doit avoir une parfaite connaissance du site, des installations et des risques. Il reçoit à cet effet une formation spécifique.

Constats :

Constat formulé suite à la visite d'inspection du 15/09/2023 :

L'exploitant justifiera la réalisation des actions correctives nécessaires suite à la vérification périodique des dispositifs de surveillance du site réalisée en septembre 2023.

Constat suite à la visite d'inspection du 17/05/2024 :

L'exploitant est dans l'attente d'un devis pour la réalisation des travaux ; il transmettra à l'inspection le plan d'actions dès que possible.

L'inspection a fait procéder à un test qui a été concluant ; les détails sont présentés en annexe confidentielle.

Maintien du constat : L'exploitant justifiera la réalisation des actions correctives nécessaires suite à la vérification périodique des dispositifs de surveillance du site réalisée en septembre 2023.

Constats suite à la visite d'inspection du 30/04/2025 :

Par courrier du 30/09/2024 (avec correctif du 03/10/2024), l'exploitant a précisé que la réception des travaux de mise en conformité étaient prévus pour la fin du 2e trimestre 2025.

Conclusion : L'exploitant justifiera la réalisation des actions correctives concernant les dispositifs de surveillance du site (échéance prévue : 30 juin 2025).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Réexamen de l'étude des dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/05/2024, article R515-98-II

Thème(s) : Risques accidentels, Notice de réexamen de l'EDD

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024

Prescription contrôlée :

II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.

Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre.

[...]

Constats :**Constat libellé suite à la visite d'inspection du 17/05/2024 :**

L'étude des dangers du site en vigueur date du 29 avril 2019 et a été actée par l'arrêté préfectoral du 27/09/2019.

Conformément à l'article R515-98, le réexamen quinquennal de l'étude des dangers du site était attendu au plus tard pour le 29 avril 2024.

Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'étude des dangers et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques, et notamment qu'il passe en revue les 11 items listés dans l'avis du 08/02/2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut.

Conclusion : L'exploitant n'a pas transmis la notice de réexamen quinquennal de l'EDD.

Réponse de l'exploitant du 10/07/2024 :

Le réexamen de l'étude de danger a été entamé mais n'est pas encore finalisé. Un plan d'avancement a été établi pour assurer le suivi de ce réexamen.

Délai : Octobre 2024.

Justificatif : fichiers Excel d'avancement et réexamen de l'EDD.

Courrier de l'inspection du 30/07/2024 :

L'inspection prend note de la remise de la notice de réexamen de l'étude de dangers prévue pour le mois d'octobre 2024. Dans l'attente, le constat est maintenu ; échéance maximale retenue : 31/10/2024.

Courriel de l'exploitant du 30/10/2024 :

Veuillez trouver en pièce jointe la notice de réexamen de l'étude de danger. Ce courriel accompagne un envoi postal du même document.

Je tiens à préciser que cette notice constitue une mise à jour de l'étude de danger, et non une révision complète. Elle apporte quelques précisions supplémentaires, comme mentionné dans le document. Ce réexamen a été effectué en évaluant onze items, afin de vérifier que le site de stockage de produits pyrotechniques à usage civil, situé à La Ferté-Imbault (41), reste compatible avec son environnement et que les mesures de maîtrise des risques demeurent appropriées. La version actualisée de l'étude de danger vous sera transmise en fin d'année.

Courrier de l'inspection du 25/11/2024 :

L'exploitant a transmis le 30/10/2024 à l'inspection la notice de réexamen quinquennal de l'étude des dangers du site : elle conclut que les conclusions de l'étude de dangers en vigueur ne sont pas remises en question et propose la mise à jour de l'étude des dangers pour tenir compte de quelques modifications « mineures ».

L'inspection prend note de la remise de l'étude de dangers mise à jour prévue pour la fin de l'année 2024. Dans l'attente, le constat est maintenu ; échéance maximale retenue : 31/12/2024.

Constat lors de la visite d'inspection du 30/04/2025 :

Par courriel du 30 octobre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une notice de réexamen quinquennal de l'étude des dangers du site. La notice conclut au caractère approprié des mesures de maîtrise des risques, au maintien des conclusions de l'étude des dangers et au maintien de la compatibilité du site avec son environnement. Elle précise également qu'une mise à jour de l'étude des dangers sera effectuée pour tenir compte de quelques ajustements ainsi que l'ajout de la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.

Aussi, par courriel du 20 janvier 2025, l'exploitant a transmis une mise à jour de l'étude des dangers (version 2.2, 16/12/2024).

Après examen, et par courrier du 28 février 2025, l'inspection a formulé une demande de compléments à la notice de réexamen, à transmettre sous un délai de 2 mois.

Conclusion : Pas d'écart constaté. Le constat libellé suite à la visite d'inspection du 17 mai 2024 est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien de la végétation / débroussaillage autour des clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2001, article 3.5.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage autour des clôtures

Prescription contrôlée :

Article 3.5.7.1 : Clôture

L'ensemble du site est ceinturé par un mur d'enceinte de 3 mètres de hauteur et des barbelés. [...]

Une zone défrichée de 10 m minimum autour des clôtures. [...]

Constats :

L'inspection a constaté que les abords des murs de clôture en béton étaient bien entretenus, aucune broussaille ne se trouvait sur une distance d'environ 10 mètres à partir des murs de clôture ; seuls quelques arbres éparpillés y sont par endroits présents à la limite des 10 mètres environ.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien de la végétation / débroussaillage autour des dépôts

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2019, article 4						
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage autour des dépôts						
Prescription contrôlée : <u>Article 4 : Barrières de sécurité</u> L'article 3.5.3 de l'arrêté préfectoral du 1 ^{er} août 2001 est modifié et complété comme suit : « L'exploitant établit la liste des équipements et paramètres importants pour la sécurité afin de prévenir les causes d'un accident ou d'en limiter les conséquences. L'exploitant met notamment en place les barrières de sécurité définies par son étude de dangers du 29 avril 2019 et rappelées dans le tableau ci-dessous : <table border="1"><tr><th>Type</th><th>Fonction</th><th>Description de la mesure de maîtrise des risques</th></tr><tr><td>Pro (Protection)</td><td>T (Technique)</td><td>4 - Zone des dépôts déboisée afin d'éviter la propagation d'un incendie</td></tr></table>	Type	Fonction	Description de la mesure de maîtrise des risques	Pro (Protection)	T (Technique)	4 - Zone des dépôts déboisée afin d'éviter la propagation d'un incendie
Type	Fonction	Description de la mesure de maîtrise des risques				
Pro (Protection)	T (Technique)	4 - Zone des dépôts déboisée afin d'éviter la propagation d'un incendie				
[...]						
Constats : La procédure concernant la gestion du risque technologique (FRA.SOP.03.01 Rev 00 du 27/10/2023) définit notamment la consigne concernant la gestion de la propreté des installations du site et des abords : "Un contrat d'entretien des espaces verts a été établi pour assurer l'entretien régulier (3 fois / an) des espaces verts du site. Cela implique le maintien en bon état des terrains clos, réalisé à travers le fauchage, le débroussaillage et l'entretien des abords. De plus, les merlons de terre des enceintes pyrotechniques sont dégagés de toute végétation, y compris arbres et arbustes. Toutes ces actions sont consignées dans un registre numérique de vérification périodique, où sont enregistrées les dates d'intervention." L'inspection a constaté que le site était correctement entretenu ; la dernière tonte de l'herbe et le dernier débroussaillage complet au niveau des zones non boisées et de tous les merlons a été effectuée en 2024. L'inspection a consulté le registre mis en place par l'exploitant : il mentionne que les derniers entretiens de la végétation du site ont été effectués aux dates suivantes pour un "fauchage, débroussaillage et entretien des abords" : 02/05/2024, 07/2024, 09/2024 et 27/10/2024. La prochaine intervention est prévue en mai 2025. <u>Conclusion :</u> Pas d'écart constaté.						
Type de suites proposées : Sans suite						

N° 5 : Entretien des merlons et vérification de leur hauteur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2019, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des merlons
Prescription contrôlée : <u>Article 4 de l'APC du 27/09/2019 :</u>

L'article 3.5.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2001 est modifié et complété comme suit :

« L'exploitant établit la liste des équipements et paramètres importants pour la sécurité afin de prévenir les causes d'un accident ou d'en limiter les conséquences.

L'exploitant met notamment en place les barrières de sécurité définies par son étude de dangers du 29 avril 2019 et rappelées dans le tableau ci-dessous :

Type	Fonction	Description de la mesure de maîtrise des risques
Pro (Protection)	T (Technique)	21 - Présence de merlons autour des dépôts permettant de limiter les effets de surpression dus à une explosion et la transmission d'incendie

[...]

Étude des dangers (EDD) du 29 avril 2019 (version 2.1) - pages 39 à 43 :

Les magasins 987 à 995 sont ceinturés de merlons de 3,80 m de hauteur excepté pour une partie du merlon du bâtiment 995 qui est de 3,50 m.

Le magasin 953 est entouré de merlons de 3,20 m de hauteur.

Les magasins 980 et 999 sont entourés sur 3 côtés de merlons de 2,65 m de hauteur. Il n'y a pas de merlon au Nord.

Le magasin 981 est entouré sur 3 côtés de merlons de 2,65 m de hauteur. Il n'y a pas de merlon au Nord.

Le magasin 998 est entouré sur 3 côtés de merlons de 2,65 m de hauteur. Il n'y a pas de merlon au Nord.

Constats :

L'inspection a constaté sur site la présence des merlons listés dans l'étude des dangers. Ils étaient visuellement dans un bon état général, il n'a pas été remarqué d'affaissement particulier.

Concernant la hauteur des merlons, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que leur hauteur est toujours conforme à celle définie dans l'étude des dangers. L'exploitant ne formalise pas le suivi du bon état des merlons et n'effectue aucun relevé de leur hauteur.

Conclusion : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le contrôle régulier du bon état et de la hauteur des merlons, afin de vérifier qu'ils restent conformes à leur description dans l'étude des dangers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Réserves d'eau pour la lutte contre un incendie (vérification périodique)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/03/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves d'eau incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 2 de l'AP du 07/03/2023 :</u> Les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 septembre 2019 sont supprimées. Les prescriptions de l'article 3.5.14.2 de l'arrêté préfectoral du 1er août 2001 sont remplacées par les dispositions suivantes : Ressources en eau d'incendie : L'établissement est équipé des réserves d'eau incendie suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Cinq réserves d'eau indépendantes, d'un volume unitaire de 100m³, sont réparties sur l'ensemble du site et permettent le pompage d'eau pour l'extinction d'un incendie. Ces réserves sont alimentées par le réseau d'eau potable.• Une réserve d'eau à l'air libre d'une capacité de 600m³, permettant au service d'incendie et de secours de pouvoir pomper l'eau nécessaire par une aire d'aspiration utilisable par deux engins pompes. Les réserves d'eau incendie disposent d'un affichage mentionnant leur volume et leur dénomination ; elles sont maintenues en bon état de fonctionnement et sont régulièrement contrôlées (état, volume d'eau disponible, signalisation, accès). Tout point des installations doit être éloigné de moins de 150 mètres d'une réserve d'eau d'incendie, exception faite du bâtiment 995 pour lequel la distance est au maximum de 160 mètres. [...] La localisation des réserves d'eau incendie de l'établissement est présentée en annexe confidentielle. <u>Article 3.5.14.3 de l'AP du 01/08/2001 :</u> [...] Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment le matériel de lutte contre l'incendie doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- date et nature de la vérification,- personne ou organisme chargé de la vérification,- motif de la vérification (périodique, suite à un accident...) sécurité. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a consulté le registre relatif à la vérification du niveau d'eau dans les réserves enterrées (incluant le volume de la bache souple) pour laquelle l'exploitant a défini une périodicité de relevé tous les 1 à 2 mois en fonction des saisons (procédure datée du 01/08/2023). Les résultats du dernier relevé effectué le 04/04/2025 sont : <ul style="list-style-type: none">- réserve n°1 : 107,5 m³- réserve n°2 : 113,75 m³- réserve n°3 : 116,25 m³- réserve n°4 : 40 m³ (fuyarde)- réserve n°5 : 92,5 m³- bache souple : 120 m³. Le total est donc de 470 m ³ + 120 m ³ = 590 m ³ . Les relevés montrent un respect du volume de 500 m ³ .

<u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite